ÉTUDE SUR LES RETOMBÉES ÉCONOMIQUES DES TOURNAGES DANS LA RÉGION DES LAURENTIDES

SOUMISE AU

BUREAU DU CINÉMA ET DE LA TÉLÉVISION DES LAURENTIDES

PAR

MICHEL HOULE, CONSULTANT,
INDUSTRIES CULTURELLES ET COMMUNICATIONS

MARS 2019

SOMMAIRE

0. INTRODUCTION

- 1. ÉVOLUTION DES ACTIVITÉS DE TOURNAGE ENTRE 2009-2013 ET 2014-2018
 - 1.1 NOMBRE DE TOURNAGES
 - 1.2 NOMBRE DE JOURS DE TOURNAGE
 - 1.3 NOMBRE DE NUITÉES
 - 1.4 DÉPENSES DIRECTES EFFECTUÉES DANS LA RÉGION
- 2. INCIDENCES ÉCONOMIQUES DES DÉPENSES DIRECTES EFFECTUÉES DANS LA RÉGION DES LAURENTIDES (2014-2018)
 - 2.1 DÉFINITION DE DÉPENSES DIRECTES
 - 2.2 RÉPARTITION DES DÉPENSES DIRECTES PAR ORIGINE ET GENRE DES PRODUCTIONS
 - 2.3 VENTILATION DES DÉPENSES DIRECTES PAR POSTES BUDGÉTAIRES
 - 2.4 INCIDENCES ÉCONOMIQUES
 - 2.4.1 Valeur ajoutée et contenu québécois
 - 2.4.2 Salaires, traitements et soutien à l'emploi
 - 2.4.3 Impacts sur les revenus des gouvernements et les parafiscalités

LISTE DES TABLEAUX

PREMIÈRE PARTIE (2009-2013 / 2014-2018))

Tableau 1 : Nombre de tournages	Tableau	1	:	Nom	bre	de	tournages	
---------------------------------	----------------	---	---	-----	-----	----	-----------	--

- Tableau 2 : Répartition des tournages par origine des productions
- Tableau 3 : Répartition des tournages par genre des productions
- Tableau 4 : Nombre de jours de tournage
- Tableau 5 : Répartition des jours de tournage par origine des productions
- Tableau 6 : Répartition des jours de tournage par genre des productions
- Tableau 7 : Nombre de nuitées
- Tableau 8 : Répartition des nuitées par origine des productions
- Tableau 9 : Répartition des nuitées par genre des productions
- Tableau 10 : Évolution des dépenses directes effectuées dans la région

DEUXIÈME PARTIE (2014-2018)

- Tableau 11 : Répartition des dépenses directes par origine des productions
- Tableau 12 : Répartition des dépenses directes par genre des productions
- Tableau 13 : Principaux postes de dépenses directes
- Tableau 14 : Dépenses directes, valeur ajoutée et contenu québécois
- Tableau 15 : Salaires, traitements et soutien à l'emploi
- Tableau 16 : Impacts sur les revenus des gouvernements et les parafiscalités

0. INTRODUCTION

Le ministère de la Culture et des Communications du Québec a demandé au Bureau du cinéma et de la télévision des Laurentides (BCTL) de lui soumettre une étude sur les retombées économiques vérifiées de la présence du Bureau du cinéma dans la région des Laurentides, qui pourrait avoir comme portée les cinq dernières années.

Le BCTL nous a demandé de l'assister dans cette démarche et de lui soumettre une telle étude que nous avons réalisée à partir de deux sources principales de données :

- Les informations colligées par le BCTL auprès des producteurs ayant réalisé des tournages dans la région des Laurentides au cours des dix dernières années, soit de 2009 à 2018;
- Cinq études d'Impact économique pour le Québec de dépenses liées à la présence de tournages dans la région des Laurentides, réalisées par l'Institut de la statistique du Québec et portant sur les années 2014 à 2018.

La première partie de l'étude porte sur l'évolution des activités de tournage dans les Laurentides entre 2009-2013 et 2014-2018, en prenant en compte divers paramètres, soit le nombre de tournages, le nombre de jours de tournage et le nombre de nuitées, ainsi que le montant des dépenses directes effectuées dans la région des Laurentides qui ont été générées par la combinaison de ces différents facteurs.

Les résultats obtenus pour les trois premiers paramètres sont ventilés en fonction de l'origine (entièrement québécoises, coproductions québécoises, productions étrangères) et du genre (publicité, vidéoclip, court-métrage, long métrage et série) des productions.

La seconde partie de l'étude se concentre sur les dépenses directes effectuées dans la région des Laurentides au cours des cinq dernières années. Elle définit la portée de cette notion de « dépenses directes effectuées dans la région », ventile lesdites dépenses selon l'origine et le genre des productions ainsi qu'en fonction de diverses catégories de dépenses. Elle analyse également les retombées économiques de ces dépenses directes sur la valeur ajoutée aux prix de base, le soutien à l'emploi ainsi que sur les recettes fiscales et parafiscales des gouvernements.

1. ÉVOLUTION DES ACTIVITÉS DE TOURNAGE ENTRE 2009-2013 ET 2014-2018

1.1 NOMBRE DE TOURNAGES

Comme l'indique le Tableau 1, 379 tournages liés à autant de productions distinctes ont eu lieu dans les Laurentides au cours des dix dernières années, pour une moyenne de 38 tournages par année.

Tableau 1 : Nombre de tournages

Années	Nombre de	Années	Nombre de
	tournages		tournages
2009	19	2014	49
2010	36	2015	47
2011	27	2016	48
2012	39	2017	36
2013	42	2018	36
Sous-total		Sous-total	
2009-2013 :	163	2014-2018 :	216
Moyenne annuelle	33	Moyenne annuelle	43

Il y a une progression significative (+30 %) du nombre de tournages entre 2009-2013 et 2014-2018, qui passent de 163 à 216, soit, en moyenne, de 33 à 43 tournages par année.

Cette évolution témoigne à la fois des efforts déployés par le BCTL pour attirer des tournages et de l'intérêt croissant que suscite la région des Laurentides auprès des producteurs d'ici et d'ailleurs.

Tableau 2 : Répartition des tournages par origine des productions

Années	Productions québécoises	Copro québécoises	Sous-total Qc	Productions étrangères ¹	Total
2009	15		15	4	19
2010	28	1	29	7	36
2011	20		20	7	27
2012	29		29	10	39
2013	32	2	34	8	42
Sous-total 2009-13	124	3	127	36	163

¹ Inclus les productions canadiennes hors Québec.

En %	76 %	2 %	78 %	22 %	100 %
2014	40	2	42	7	49
2015	38	1	39	8	47
2016	42		42	6	48
2017	27	1	28	8	36
2018	26	3	29	7	36
Sous-total					
2014-18	173	7	180	36	216
En %	80 %	3 %	83 %	17 %	100 %
TOTAL	297	10	307	72	379
En %	78 %	3 %	81 %	19 %	100 %

À cet égard, on note qu'au cours des dix dernières années, 19 % du nombre de tournages recensés ont été le fait de productions étrangères, 3 % de coproductions québécoises et 78 % de productions entièrement québécoises.

En ce qui a trait à l'origine des productions étrangères, ce sont les États-Unis qui viennent en tête avec 45 des 72 tournages recensés, soit plus de 60 % du total, suivis du Canada hors Québec avec 12, de la France avec 8, de l'Allemagne avec 3, du Royaume-Uni avec 2 et, finalement, de la Suède et du Japon qui compte un tournage chacun.

En ce qui a trait aux partenaires étrangers des coproductions québécoises, c'est la France qui vient en tête avec 6 coproductions France-Québec et une France-Québec-Allemagne. L'Angleterre, l'Autriche et l'Italie sont partenaires, chacun, dans une coproduction.

En nombre de tournages, ce sont les productions entièrement ou partiellement québécoises qui sont entièrement responsables de la croissance du nombre de tourages constatée plus tôt : les tournages liés à ces productions passent de de 127 à 180, une augmentation de 42 %, alors que les tournages étrangers demeurent stationnaires à 36 tournages pour chaque période de cinq ans.

Si on considère maintenant les genres de production, on constate que sur dix ans, 61 % des tournages étaient liés à des fictions longues (long métrage et série) et donc 39 % à ce que nous appellerons, par commodité, des fictions courtes (publicité, vidéoclip et court-métrage)

Si, entre les deux périodes de cinq ans, tous les genres de production ont vu leur nombre de tournages augmenter, ce sont les fictions courtes dont le nombre a le plus augmenté : en nombre de tournages, elles passent de 50 à 98 tournages, soit une croissance de 96 %. Alors que les tournages des fictions longues augmentent plus modestement de 113 à 118, soit une croissance de 4 %. Les fictions longues demeurent néanmoins celles qui génèrent le plus de tournages, mais leur poids relatif diminue entre les deux périodes de 69 % à 55 % de tous les tournages.

Tableau 3 : Répartition des tournages par genre des productions

Années	Pub	Vidéoclip	Cm	Lm	Série	Total
2009	4	0	1	8	6	19
2010	7	1	10	10	8	36
2011	4	3	3	8	9	27
2012	5	2	0	19	13	39
2013	3	3	4	15	17	42
Sous-total						
2009-13	23	9	18	60	53	163
En %	14 %	6 %	11 %	37 %	32 %	100 %
2014	12	2	7	13	15	49
2015	10	4	8	10	15	47
2016	8	2	5	20	13	48
2017	10	5	7	7	7	36
2018	8	3	7	12	6	36
Sous-total						
2014-18	48	16	34	62	56	216
En %	22 %	7 %	16 %	29 %	26 %	100 %
)	
TOTAL	71	25	52	122	109	379
En %	19 %	7 %	14 %	32 %	29 %	100 %

Note: En raison de l'arrondissement, le total peut différer légèrement de 100 %

Toutefois, il est important de noter que le nombre de tournages distincts n'est évidemment pas, en soi, un facteur déterminant de l'activité économique générée.

Un tournage peut durer une demi-journée comme 30 jours; il peut être réalisé par une équipe réduite de 5 ou 6 personnes comme par une équipe de 60 personnes. Et, comme nous le verrons plus loin, les fictions courtes génèrent généralement moins de jours de tournage et opèrent souvent avec des équipes plus réduites. Nous disons « généralement » car ce qui est comptabilisé ici c'est uniquement la portion des jours totaux de tournage d'une production donnée qui a été effectuée dans la région des Laurentides. Or, on peut tourner, par exemple, une seule scène d'un long métrage dans la région comme l'entièreté d'un court métrage, qui génèrera alors plus de jours de tournages et vraisemblablement plus d'activité économique que le long métrage.

1.2 NOMBRE DE JOURS DE TOURNAGE

Au total des dix années, les 379 tournages distincts recensés ont généré quelques 3 069 jours de tournage, soit en moyenne 8 jours de tournage par tournage distinct.

Tableau 4 : Nombre de jours de tournage

Années	Jours de tournage	Années	Jours de tournage
2009	144	2014	381
2010	422	2015	285
2011	391	2016	368
2012	325	2017	267
2013	302	2018	184
Sous-total		Sous-total	
2009-2013:	1 584	2014-2018 :	1 485

.

En dépit de l'augmentation du nombre de tournages entre 2009-2013 et 2014-2018, le nombre de jours de tournage a lui régressé légèrement de 6 % entre ces deux périodes, passant de 1 584 à 1 485 jours. Ce qui peut s'expliquer par le fait que ce sont surtout les fictions courtes qui ont contribué à l'augmentation du nombre de tournages.

Tableau 5 : Répartition des jours de tournage par origine des productions

Années	Productions	Copro	Sous-total	Productions	Total
	québécoises	québécoises	Qc	étrangères ²	
2009	104	-	104	40	144
2010	154	90	244	178	422
2011	244	-	244	147	391
2012	215		215	110	325
2013	119	23	142	160	302
Sous-total					
2009-13	836	113	949	635	1 584
En %	53 %	7 %	60 %	40 %	100 %
2014	132	20	152	229	381
2015	183	5	188	97	285
2016	304	-	304	64	368
2017	183	15	198	69	267
2018	107	59	166	18	184
Sous-total					
2014-18	909	99	1 008	477	1 485
En %	61 %	7 %	68 %	32 %	100 %
TOTAL	1 745	212	1 957	1 112	3 069
En %	57 %	7 %	64 %	36 %	100 %

_

² Inclus les productions canadiennes hors Québec.

Comme l'indiquent les tableaux qui précèdent, bien que les productions étrangères ne soient responsables que de 19 % du nombre total de tournages distincts au total des deux périodes de cinq ans (voir Tableau 2), elles génèrent 36 % des jours de tournage, soit presque deux fois plus. Il en va de même pour les coproductions, qui sont responsables de 3 % des tournages mais génèrent 7 % des jours de tournage

Conséquemment les productions entièrement québécoises – dont relève la majorité des fictions courtes – génèrent un pourcentage des jours de tournage totaux (57 %) qui est inférieur au pourcentage du nombre total de tournages distincts (78 %) qu'elles accaparent.

Tableau 6 : Répartition des jours de tournage par genre des productions

Années	Pub	Vidéoclip	Cm	Lm	Série	Total
2009	4	-	3	100	37	144
2010	14	1	26	247	134	422
2011	8	6	15	263	99	391
2012	6	1	- (228	90	325
2013	5	7	12	110	168	302
Sous-total)	
2009-13	37	15	56	948	528	1 584
En %	2 %	1 %	4 %	60 %	33 %	100 %
2014	18	3	13	104	243	381
2015	19	9	17	133	107	285
2016	13	3	44	237	71	368
2017	24	21	42	65	115	267
2018	12	2	15	117	38	184
Sous-total						
2014-18	86	38	131	656	574	1 485
En %	6 %	3 %	9 %	44 %	39 %	100 %
TOTAL	123	53	187	1 604	1 102	3 069
En %	4 %	2 %	6 %	52 %	36 %	100 %

Note: En raison de l'arrondissement, les pourcentages totaux peuvent différer légèrement de 100 %.

Si on considère maintenant la répartition des jours de tournage par genre des productions, on constate que, sur 10 ans, 88 % des jours de tournage ont été générés par les fictions longues : 52 % par les longs métrages et 36 % par les séries. Et ce, bien qu'elles n'accaparent ensemble que 61 % des tournages (voir Tableau 3).

Inversement, les fictions courtes, qui étaient responsables de près de 40 % des tournages distincts, ne génèrent que 12 % des jours de tournage, dont 6 % pour les courts-métrages, 4 % pour les publicités et 2 % pour les vidéoclips.

Si on met en relation les données des Tableaux 3 et 6, on constate que ce sont les longs métrages qui génèrent, en moyenne sur dix ans, le plus grand nombre de jours de tournage par tournage distinct :

Long métrage : 13,1 jours de tournage par tournage distinct

Série : 10,1 jours de tournage par tournage distinct

Court-métrage : 3,6 jours de tournage par tournage distinct

Vidéoclip : 2,1 jours de tournage par tournage distinct

Publicité : 1,7 jour de tournage par tournage distinct

Rappelons que nous parlons ici exclusivement des jours de tournage effectués dans la région des Laurentides.

Si on compare maintenant nos deux périodes de cinq ans, on constate que l'augmentation du nombre de tournages des fictions courtes de 50 à 98 tournages (+96 %) que nous avons constaté au Tableau 3, a eu une incidence positive directe sur l'augmentation des jours de tournage imputables à ces productions, qui passent de 108 à 255 (+136 %). Malgré cette forte augmentation, les fictions courtes n'accaparent que 18 % du nombre total de jours de tournage en 2014-2018.

Du côté des fictions longues, on note une forte diminution (-31%) des jours de tournage imputables aux longs métrages, compensée en partie par une augmentation de 9 % des jours de tournage imputables aux séries. Au total combiné des longs métrages et séries, la diminution est de 17 %, soit de 1476 jours à 1230 jours de tournage. En dépit de cette baisse, les fictions longues continuent d'accaparer la vaste majorité des jours de tournage en 2014-2018, soit 83 %.

1.3 NOMBRE DE NUITÉES

Le nombre de nuitées générées par les tournages nous fournit des indications à la fois sur la durée moyenne des tournages et sur la taille des équipes engagées dans ces tournages. En effet, plus un tournage sera long et plus il y aura de personnes qui y seront associés, plus ce tournage sera susceptible de générer de nuitées dans la région.

Ce constat doit cependant être pondéré par la proximité de la partie méridionale de la Région des Laurentides avec Montréal. Les MRC Thérèse-de-Blainville, Deux-Montagnes et Mirabel, par exemple, se situent littéralement aux portes de Montréal et il est loisible aux membres des équipes de production et d'interprétation de retourner chaque fin de journée « à la maison » à Montréal plutôt que de s'héberger dans la Région. Ce qui n'est pas le cas, évidemment, lorsqu'un tournage s'effectue dans une région éloignée, comme l'Abitibi-Témiscamingue ou la Gaspésie.

Tableau 7 : Nombre de nuitées

Années	Nuitées	Années	Nuitées
2009	1 155	2014	1 778
2010	1 800	2015	1 695
2011	2 445	2016	9 004
2012	3 241	2017	2 654
2013	1 915	2018	3 657
Sous-total		Sous-total	
2009-2013	10 556	2014-2018	18 788
Moyenne annuelle	2 111	Moyenne annuelle	3 758

En dépit de ce facteur adverse, le nombre de nuitées dans la région générées par les tournages a augmenté de façon très significatives (+78 %) entre 2009-2013 et 2014-2018, passant de 10 556 à 18 788 nuitées, pour un total de plus de 29 300 nuitées en dix ans. Et ce, malgré la légère baisse du nombre de jours de tournage qui a été constatée plus tôt. Ce qui semble indiquer qu'il y a eu davantage de tournages longs impliquant des équipes de tournage plus nombreuses.

Tableau 8 : Répartition des nuitées par origine des productions

Années	Productions	Copro	Sous-total	Productions	Total
	québécoises	québécoises	Qc	étrangères ³	
2009	275	_	275	880	1 155
2010	825	500	1 325	475	1 800
2011	2 140	-	2 140	305	2 445
2012	2 691	-	2 691	550	3 241
2013	18	792	810	1 105	1 915
Sous-total					
2009-13	5 949	1 292	7 241	3 315	10 556
En %	<i>56</i> %	12 %	69 %	31 %	100 %
2014	823	250	1 073	705	1 778
2015	1 275	-	1 275	420	1 695
2016	4 028	-	4 028	4 976	9 004
2017	1 463	187	1 650	1 004	2 654
2018	551	2 950	3 501	156	3 657
Sous-total					
2014-18	8 140	3 387	11 527	7 261	18 788
En %	43 %	18 %	61 %	39 %	100 %
TOTAL	14 089	4 679	18 768	10 576	29 344
En %	48 %	16 %	64 %	36 %	100 %

³ Inclus les productions canadiennes hors Québec.

Cela est vrai pour les productions de toute origine. Ainsi, le nombre de nuitées imputables aux productions entièrement québécoises a augmenté de 37 % entre les deux périodes, passant de 5 949 à 8 140; celui des coproductions a augmenté de 162 % passant de 1 292 à 3 387, alors que celui des productions étrangères a augmenté de 119 %, passant de 3 315 à 7 261.

Tableau 9 : Répartition des nuitées par genre des productions

Années	Pub	Vidéoclip	Cm	Lm	Série	Total
2009	15	-	10	1 075	55	1 155
2010	-	-	80	1 305	415	1 800
2011	85	30	80	1 905	345	2 445
2012	•	-	-	3 036	205	3 241
2013	6	-	-	912	997	1 915
Sous-total						
2009-13	106	30	170	8 233	2 017	10 556
En %	1 %	-	2 %	78 %	19 %	100 %
2014	110	-	18	1 178	472	1 778
2015	340	-	15	920	420	1 695
2016	90	-	88	7 340	1 486	9 004
2017	78	139	90	1 129	1 218	2 654
2018	35	-	5	3 576	41	3 657
Sous-total						
2014-18	653	139	216	14 143	3 637	18 788
En %	4 %	1 %	1 %	75 %	19 %	100 %
TOTAL	759	169	386	22 376	5 654	29 344
En %	3 %	1 %	1 %	76 %	19 %	100 %

En termes de répartition des nuitées par genre des productions sur 10 ans, on constate, sans grande surprise, que 95 % du nombre total de nuitées est imputable aux fictions longues, dont la grande majorité (76 %) aux longs métrages. Et donc, 5 % seulement aux fictions courtes, dont la majorité (3 %) aux publicités, qui disposent de budget à la minute généralement beaucoup plus élevé que les courts-métrages et les vidéoclips.

Il n'y a pas de variations très significatives à cet égard entre les deux périodes. Les fictions longues accaparaient 97 % des nuitées au cours de la période 2009-2013 et 94 % des nuitées au cours de la période 2014-2018. Cette légère diminution s'expliquant par une hausse très importante des nuitées liées aux tournages de publicités, qui passent de 1 % à 4 % du total de chaque période.

1.4 DÉPENSES DIRECTES EFFECTUÉES DANS LA RÉGION

Les trois paramètres que nous venons d'analyser – nombre de tournages, nombre de jours de tournage et nombre de nuitées – se conjuguent pour influencer le montant de dépenses directes dans la région générées par les tournages qui s'y sont déroulés.

Tableau 10 : Évolution des dépenses directes effectuées dans la région

Années	Dépenses directes	Années	Dépenses directes
2009	518 000 \$	2014	2 220 586 \$
2010	1 106 500 \$	2015	1 231 202 \$
2011	1 375 500 \$	2016	2 377 370 \$
2012	1 716 700 \$	2017	921 542 \$
2013	1 771 700 \$	2018	2 456 933 \$
Sous-total		Sous-total	
2009-2013	6 488 400 \$	2014-2018	9 207 633
Moyenne annuelle	1 297 680 \$		1 841 527 \$

Au cours des dix dernières années, des dépenses directes de près de 15,7 M\$ ont été effectuées dans la région en relation avec les tournages que le BCTL a sollicité et accueilli.

En termes évolutifs, les dépenses directes effectuées dans la région des Laurentides ont augmenté de 42 %, passant de 6,5 M\$ de 2009 à 2013 à 9,2 M\$ de 2014 à 2018. Soit, en moyenne annuelle, de 1,3 M\$ à 1,8 M\$ par année.

Si on résume sommairement les résultats des chapitres précédents, on constate qu'entre 2009-2013 et 2014-2018 :

- Le nombre de tournages a augmenté de 30 %
- Le nombre de jours de tournage a diminué de 6 %
- Le nombre de nuitées a augmenté de 78 %

Avec pour conséquence que :

Les dépenses directes effectuées dans la région ont augmenté de 42 %

Dans la seconde partie de la présente étude, nous analyserons plus en détail la nature et l'incidence économique de ces dépenses directes, en nous concentrant sur les cinq dernières années.

2. INCIDENCES ÉCONOMIQUES DES DÉPENSES DIRECTES EFFECTUÉES DANS LA RÉGION DES LAURENTIDES AU COURS DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES

2.1 DÉFINITION DE DÉPENSES DIRECTES

Il importe de bien cerner ce que nous entendons par « dépenses directes effectuées dans la région ». En précisant d'abord, ce qui en est **exclu**, à savoir :

- 1) Les salaires, cachets et autres rémunérations versés à l'équipe de création, aux équipes techniques et administratives ainsi qu'aux interprètes;
- 2) Les achats ou location d'équipements de prises de vue, de son et d'éclairage effectués auprès de fournisseurs de l'extérieur de la région;
- 3) L'ensemble des dépenses de post-production.

C'est là une précision d'une grande importance. Contrairement aux bureaux du cinéma et de la télévision d'un grande centre de production, comme Montréal ou Toronto, ou d'une province, comme le BCTQ - qui comptabilise toutes les rémunérations versées aux membres équipes administratives, techniques, de création et d'interprétation résidant au Québec, toutes les dépenses de location de studios et d'équipements ainsi que toutes les dépenses de post-production encourues auprès d'entreprises ou de résidents québécois - le BCTL ne recense que les dépenses directes effectuées dans la région, auprès de fournisseurs locaux, et ce, à l'étape du tournage.

Ainsi, par exemple, ne sont comptabilisées par le BCTL que les rémunérations versées à des personnes embauchées sur place, le plus souvent pour des services de sécurité privés ou d'aménagement paysager, que la location ou les achats de matériaux ou accessoires réalisés sur place aux fins spécifiques et pour la durée du tournage qui est effectué dans la région, etc.

On ne peut donc d'aucune façon comparer les montants de dépenses effectuées au Québec découlant des tournages et des activités de postproduction et d'effets spéciaux que publie annuellement le BTCQ, par exemple, avec les dépenses que nous recensons ici, dont l'étendue est beaucoup plus limitée et circonscrite.

2.2 RÉPARTITION DES DÉPENSES DIRECTES PAR ORIGINE ET GENRE DES PRODUCTIONS

Au cours des cinq dernières années, les dépenses directes effectuées dans la région des Laurentides, tel que nous venons de les définir, se sont réparties assez équitablement entre productions québécoises et productions étrangères.

Tableau 11 : Répartition des dépenses directes par origine des productions

Années	Productions québécoises	Copro québécoises	Sous-total Qc	Productions étrangères ⁴	Total
2014	537 233 \$	143 550 \$	680 783 \$	1 539 803 \$	2 220 586 \$
2015	816 137 \$	10 000 \$	826 137 \$	405 065 \$	1 231 202 \$
2016	1 147 470 \$	-	1 147 470 \$	1 229 900 \$	2 377 370 \$
2017	447 902 \$	29 700 \$	477 602 \$	443 940 \$	921 542 \$
2018	713 489 \$	1 010 419 \$	1 723 908 \$	733 025 \$	2 456 933 \$
TOTAL	3 662 231 \$	1 193 669 \$	4 855 900 \$	4 351 733 \$	9 207 633 \$
En %	40 %	13 %	53 %	47 %	100 %

Comme l'indique le Tableau 11, les premières ont accaparées 53 % des dépenses totales qui s'établissent à 9,2 M\$ et les secondes 47 %. Si on combine les productions étrangères et les coproductions avec des partenaires étrangers, elles accaparent 60 % des dépenses directes versus 40 % pour les productions entièrement québécoises.

Tableau 12 : Répartition des dépenses directes par genre des productions

Années	Pub	Vidéoclip	Cm	Lm	Série	Total
2014	219 418 \$	6 000 \$	10 000 \$	452 915 \$	1 532 253 \$	2 220 586 \$
2015	195 500 \$	3 000 \$	17 000 \$	556 647 \$	459 055 \$	1 231 202 \$
2016	90 500 \$	5 500 \$	13 051 \$	1 912 709 \$	355 610 \$	2 377 370 \$
2017	73 550 \$	36 101 \$	150 901 \$	328 350 \$	332 640 \$	921 542 \$
2018	83 937 \$	2 415 \$	17 495 \$	1 778 086 \$	575 000 \$	2 456 933 \$
TOTAL	662 905 \$	53 016 \$	208 447 \$	5 028 707 \$	3 254 558 \$	9 207 633 \$
En %	7 %	1 %	2 %	55 %	35 %	100 %

Les fictions longues accaparent 90 % des dépenses directes totales, alors que les fictions courtes accaparent les 10 % restant. Si on met en relation ces données avec celles des tableaux de la première partie, on constate :

• Que les fictions courtes représentent 45 % des tournages distincts, 18 % des jours de tournage, 6 % des nuitées et 10 % des dépenses directes totales.

⁴ Inclus les productions canadiennes hors Québec.

• Que les fictions longues représentent 55 % des tournages distincts, 83 % des jours de tournage, 94 % des nuitées et 90 % des dépenses directes totales.

2.3 VENTILATION DES DÉPENSES DIRECTES PAR POSTES BUDGÉTAIRES

Si on ventile les dépenses directes effectuées dans la région en fonction des principaux postes budgétaires, on constate que ce sont les dépenses principalement liées à la location des lieux de tournage (et frais afférents), qui accaparent la part du lion (64 %) de l'ensemble des dépenses directes.

Tableau 13 : Principaux postes de dépenses directes

Postes	2014	2015	2016	2017	2018	Total
Lieux de tournage et frais afférents	1 465 750 \$	688 810 \$	1 560 940 \$	518 690 \$	1 682 037 \$	5 916 227 \$ (64 %)
Hébergement, nourriture et perdiem	389 956 \$	323 470 \$	637 736 \$	364 502 \$	533 125 \$	2 247 789 \$ (24 %)
Décors, matériaux, essence	264 996 \$	75 700 \$	63 443 \$	13 000 \$	132 287 \$	549 426 \$ (6 %)
Autres fournisseurs locaux	74 856 \$	114 700 \$	73 550 \$	12 650 \$	46 284 \$	322 040 \$ (4 %)
Main d'ouvre locale	12 758 \$	25 602 \$	37 700 \$	9 400 \$	40 200 \$	125 660 \$ (1%)
Services publics	12 270 \$	2 920 \$	4 000 \$	3 300 \$	24 000 \$	46 490 \$ (< de 1 %)
Total	2 220 586 \$	1 231 202 \$	2 377 370 \$	921 542 \$	2 456 933 \$	9 207 633 \$

Viennent ensuite les frais d'hébergement, de nourriture et perdiem (24 %), d'achats d'essence, de matériaux et d'éléments de décor (6 %). Les autres types de fournisseurs locaux comptent pour 4 %, la main d'œuvre locale pour 1 % et, enfin, le défraiement de services publics (services municipaux, services paramédicaux, Sûreté du Québec, services de signalisation) pour moins de 1 % des dépenses totales.

2.4 INCIDENCES ÉCONOMIQUES

Dans ce chapitre, nous analyserons les principales incidences économiques des tournages effectués dans la région des Laurentides, tel que révélées par les études d'impact économique réalisées par l'Institut de la statistique du Québec pour les années 2014 à 2018.

2.4.1 Valeur ajoutée et contenu québécois

Dans le tableau qui suit (Tableau 14) :

- Les intrants intermédiaires désignent la part des dépenses directes qui se traduit en acquisition/consommation de biens et services;
- La valeur ajoutée au prix de base est l'effort que le producteur ajoute à ses intrants intermédiaires pour répondre aux demandes qui lui sont adressées. Dans le modèle intersectoriel, elle est obtenue par la somme des rémunérations des facteurs de production, soit les salaires et traitements avant impôt, les revenus mixtes bruts et les autres revenus bruts avant impôts;
- La valeur ajoutée aux prix du marché est composée de la valeur ajoutée aux prix de base à laquelle on ajoute les taxes indirectes et on soustrait les subventions;
- Le contenu québécois établit le pourcentage des dépenses directes qui sont injectées dans l'économie québécoise et se traduisent en valeur ajoutée aux prix du marché.

Tableau 14 : Dépenses directes, valeur ajoutée et contenu québécois

Années	Dépenses	Intrants	Valeur ajoutée	Valeur ajoutée	Contenu
	directes	intermédiaires	aux prix de base	aux prix du	Québécois
				marché	
2014	2 221 000 \$	2 208 000 \$	1 672 000 \$	1 736 000 \$	78,2 %
2015	1 231 000 \$	1 205 000 \$	952 000 \$	987 000 \$	80,2 %
2016	2 377 000 \$	2 339 000 \$	1 910 000 \$	1 962 000 \$	82,5 %
2017	921 000 \$	912 000 \$	723 000 \$	742 000 \$	80,6 %
2018	2 457 000 \$	2 417 000 \$	1 943 000 \$	1 992 000 \$	81,1 %
Total	9 207 000 \$	9 081 000 \$	7 200 000 \$	7 419 000 \$	80,5 %

Au total cumulatif des cinq dernières années, la quasi-totalité des dépenses directes effectuées dans la région des Laurentides (9,2 M\$) est imputable à des dépenses d'acquisition/consommation de biens et services (9,0 M\$). La valeur ajoutée aux prix de base est de l'ordre de 7,2 M\$ et augmente à 7,4 M\$ si on ajoute les taxes indirectes et on soustrait les subventions.

En moyenne, un peu plus de 80 % des dépenses directes ont été injectées dans l'économie québécoise. Le solde d'un peu moins de 20 % est appelé « fuites » et est composé essentiellement d'importations.

2.4.2 Salaires, traitements et soutien à l'emploi

Le Tableau 15 présente les incidences des dépenses effectuées dans la région des Laurentides au cours des cinq dernières années sur les salaires et l'emploi.

Tableau 15 : Salaires, traitements et soutien à l'emploi

Années	Salaires et traite-	Main d'œuvre	Autres	Total
	ments avant impôt	salariés	travailleurs	ETP/année
2014	554 000 \$	15,8	1,8	17,6
2015	336 000 \$	9,5	0,9	10,5
2016	637 000 \$	16,8	1,7	18,5
2017	267 000 \$	7,5	0,6	8,1
2018	630 000 \$	15,8	1,8	17,6
Total	2 424 000 \$	65,4	6,8	72,3
Moyenne				
annuelle	484 800 \$	13,1	1,4	14,5

Des 9,2 M\$ de dépenses directes effectuées dans la région des Laurentides entre 2014 et 2018, 26 %, soit un peu plus de 2,4 M\$, se sont traduits en salaires et traitements avant impôts versés à des Québécois. Ce qui a généré 72 emplois ETP (équivalant temps plein), soit en moyenne 14,5 emplois par année. De ces 72 emplois ETP, 45 emplois (soit 62 % du total) ont été créés auprès des premiers fournisseurs et 27 emplois (38 %) auprès d'autres fournisseurs.

Rappelons que ne sont <u>pas</u> comptabilisées dans les dépenses effectuées dans la région des Laurentides, les salaires, cachets et autres rémunérations versés aux équipes de création, techniques, administratives et d'interprétation.

2.4.3: Impacts sur les revenus des gouvernements et les parafiscalités

Tableau 16 : Impacts sur les revenus des gouvernements et les parafiscalités

Années	Dépenses directes	Québec	Fédéral	Total
2014	2 221 000 \$	190 000 \$	77 000 \$	267 000 \$
2015	1 231 000 \$	102 000 \$	43 000 \$	145 000 \$
2016	2 377 000 \$	189 000 \$	67 000 \$	256 000 \$
2017	921 000 \$	72 000 \$	26 000 \$	98 000 \$
2018	2 457 000 \$	209 000 \$	68 000 \$	277 000 \$
Total	9 207 000 \$	762 000 \$	281 000 \$	1 043 000 \$
Moyenne				
annuelle	1 841 400 \$	152 400 \$	56 200 \$	208 600 \$

Au cours des cinq dernières années, les dépenses directes découlant des tournages dans la région des Laurentides ont généré des recettes fiscales et parafiscales pour les gouvernements québécois et fédéral d'un peu plus de 1 M\$. Ce montant équivaut à un peu plus de 11 % des dépenses directes.

C'est le gouvernement du Québec qui est le principal bénéficiaire, puisqu'il accapare 73 % des impacts totaux, soit 762 000 \$.

